

Communiqué de presse

le 14 novembre 2008

Du mensonge d'Etat à la réalité historique : La Bretagne antérieure à la France des départements.



Si l'historien Marc Bloch déclarait qu'«il n'y a pas d'histoire de France, il y a une histoire de l'Europe», la carte d'Europe du IX^e siècle ci-dessus en atteste. Elle montre l'existence de la Bretagne avant celle de la France et dément les affirmations pour le moins péremptoires de la commission Ballardur chargée d'étudier une nouvelle architecture territoriale pour la France.

La commission Ballardur affirme d'abord : «Qu'il sera indispensable de prendre en compte la dimension historique et affective de nos collectivités territoriales». Effectivement, l'Union Démocratique Bretonne confirme que la Bretagne est un territoire qui a une véritable dimension historique et affective, les Bretons se sentent Bretons avant de se dire d'un département, les sondages en attestent tous. Cependant lorsque la même commission ose affirmer que : «**Certaines collectivités relèvent de la raison : la région, les intercommunalités. D'autres sont l'héritage d'une plus grande histoire : les communes, les départements**» ; qui ne voit là le travail de lobbying des départementalistes ? Une contre vérité historique indigne d'une commission gouvernementale.

Le gouverne... ment ?

La Bretagne, la Bretagne entière, pas encore amputée d'une partie de son territoire par le gouvernement inique de Vichy le 30 juin 1941, était déjà au IX^e siècle l'un des territoires les plus anciennement constitués en Europe, alors que ce qui sera bien plus tard la France n'était encore qu'une zone indistincte de rivalités féodales et que la plupart des États-nations d'aujourd'hui n'avaient aucune existence politique.

L'Union démocratique bretonne dénonce ce mensonge, cette manipulation de l'histoire qui cherche à faire croire à la suprématie historique, voire affective du département sur la région.
La vérité est bien différente.

A l'heure où les instances internationales telles que l'ONU ou la Commission européenne souhaitent voir les Régions du monde être des partenaires à part entière dans le domaine de la lutte contre les causes et les effets du réchauffement climatique (cf les accords signés à Saint-Malo le 30 octobre dernier au terme du premier Sommet mondial des Régions), qui ne voit le combat d'arrière-garde mené par les départementalistes et leurs relais jacobins à Paris ?

L'UDB, forte de son projet de nouvelle architecture territoriale, allégée, efficace et proche des citoyens, propose que ce soit la Région qui soit la pierre angulaire de la réforme en cours.

L'après capitalisme, qui doit prendre en compte la construction d'un nouveau modèle de progrès humain, se fera au niveau des Régions, territoires désignés par tous les experts (climatologues, géographes, sociologues, économistes, ...) comme le niveau territorial le plus pertinent pour répondre aux défis du XXI siècle.

La Bretagne, une dimension historique et affective ? Certes ! mais aussi et de surcroît, la Bretagne, c'est la dimension humaine, culturelle, de proximité, de cohérence économique, écologique et sociale, la dimension d'une Région d'Europe dans une République déverrouillée.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**